

Conférence Graines de Sens, entre image et savoirs en agriculture
le 5 juin 2012 à l'Ésitpa

« **Les Biocarburants, coupables ou durables ?** »

Conférence sous la direction des étudiants de 3^e et 4^e année de l'Ésitpa :

3^{ème} année **Aurélien Bouchaud, Marie-Flore Doutreleau, Euphrasie Munier, Simon Piquet, Oriane Mertz.**

4^{ème} année **Myrdal Koty, Marie Moriceau.**

Note sur la conférence

Pour cette 4^{ème} conférence du cycle « Graines de Sens, entre image et savoirs en agriculture », un seul intervenant principal a été prévu plutôt que d'avoir un intervenant scientifique et un intervenant communication comme auparavant. **M. Armand Legay** a été convié en tant que sociologue, pour nous présenter à la fois un discours, qui fasse la part des choses entre « coupable » ou « durable », et nous permette d'élever la réflexion au-delà des discours partisans.

Dans leurs recherches, les étudiants ont interviewé **M. Patrick Sadones**, de la Confédération paysanne, qui est connu pour s'opposer aux biocarburants. Comme il était présent dans la salle, il est intervenu à part égale avec M. Armand Legay.

L'avis de Patrick Sadones est reporté dans un autre document sur la page web du Syrpa Normand. Afin d'éviter tout parti pris, un autre document donne la parole aux défenseurs des biocarburants. Ainsi l'avis des organisations, publié dans un livre blanc sur les biocarburants apparaît dans le document «15 réponses aux idées reçues». (Syndicat National des Producteurs d'Alcool Agricole (SNPAA), Confédération Générale des planteurs de Betteraves (CGB), Association Générale des Producteurs de Blé et autres céréales (AGPB), Association Générale des Producteurs de Maïs (AGPM), ESTERIFRANCE, Fédération française des producteurs d'oléagineux et de Protéagineux (FOP)). De cette façon, chacun pourra forger son opinion en lisant les points de vue différents.

Ce qui renforce l'intérêt des propos ci-dessous d'Armand Legay qui tiennent compte de tous les avis. (Lire également ci-dessous le mini cv d'Armand Legay).

En préambule :

Pour démarrer la conférence les étudiants ont demandé aux participants ce qu'évoque pour eux les biocarburants et de proposer les mots qui leur viennent à l'esprit sur cette question. Ces mots sont écrits devant l'assistance sur le tableau central. Voici les mots qui ont été donnés.

Alternative au pétrole
Végétale
Concurrence alimentaire
Surexploitation des terres
Energie propre
Renouvelable
Gaz à effet de serre dans les transports
Déforestation Amazonie
1980
Compatibilité avec les carburants fossiles



Introduction des étudiants

Les biocarburants étant réalisés à partir de la biomasse, c'est-à-dire à partir des matières premières végétales, animales et des déchets, ils font donc partie des agro ressources. Ils sont généralement incorporés avec les carburants d'origine fossile.

Les politiques française et européenne sur les biocarburants

Dès les années 1990 l'Union Européenne valorisait l'utilisation des biocarburants dans les transports.

Dès 2001 le livre vert de la commission européenne voyait dans les énergies nouvelles et renouvelables, dont les biocarburants, un moyen de lutter contre le réchauffement climatique

En 2003, l'Union Européenne a adopté une directive visant l'utilisation des biocarburants dans les transports en fixant un taux d'incorporation pour 2012 de 5,75 % de biocarburant dans les carburants.

En 2009, une autre directive a été adoptée visant l'augmentation de la part des énergies renouvelables dans le pack énergie climat avec plusieurs objectifs.

1) 20 %/an d'énergie renouvelable dans les utilisations énergétiques au sein de l'Union Européenne. Ce taux étant de 23 % pour la France.

2) Le taux étant de 10 % dans les transports au niveau européen d'ici à 2020

3) Au niveau des critères de durabilité des biocarburants, un objectif a été fixé pour 2010, de réduction de 35% des GES (Gaz à effet de serre) pour les biocarburants par rapport aux énergies fossiles, et de 50 % en 2017.

Les questions retenues par les étudiants :

Partie 1

Les biocarburants, ressources durables ?

Les biocarburants sont-ils une énergie renouvelable ?

Les biocarburants consomment-ils plus d'énergie pour leur fabrication qu'ils n'en fournissent ?

Les biocarburants coûtent-ils cher au consommateur ?

Partie 2

Les biocarburants, effet sur l'économie ?

Les cultures énergétiques concurrencent-elles les cultures alimentaires et provoquent-elles une hausse des cours des matières premières agricoles ?

Les biocarburants sont-ils issus de l'agriculture intensive et donc néfastes pour l'environnement ?

Les biocarburants réduisent-ils la facture pétrolière et améliorent-ils l'indépendance énergétique de la France ?

&&&&&&&&&&&&&&&&&&&

Intervention de M. Legay Sociologue de l'alcool carburant

1- les biocarburants sont-ils une énergie renouvelable ?

Les biocarburants sont issus des matières végétales. Ce sont donc bien des produits renouvelables. Les organes verts des végétaux se développent grâce au phénomène de la photosynthèse en absorbant du gaz carbonique et en rejetant de l'oxygène. Les graines de blés, les graines de colza ou les racines de betteraves sont produits par la croissance des plantes. Ces récoltes peuvent être obtenues dans chaque cycle de culture, et la culture peut être renouvelée chaque année. L'utilisation du carbone de l'air est bénéfique au cycle de vie.





De plus, et contrairement aux énergies fossiles qui augmentent le taux de carbone et accentuent le réchauffement climatique, les biocarburants concourent à réduire le taux de CO₂ dans l'atmosphère. A condition, bien-sûr qu'ils soient produits sans déséquilibrer le bilan carbone (fabrication d'engrais, etc.). Ce qui suppose une agriculture raisonnable sur l'utilisation des intrants chimiques pour leur croissance.

Les biocarburants bien exploités, en prenant en exemple de l'alcool ou de l'éthanol, pour remplacer l'essence dans les transports mondiaux (70% du parc mondial roulent à l'essence), participeraient efficacement à la préservation de notre planète et des hommes.



L'avis du sociologue Armand Legay:

Pour engager nos sociétés dans l'utilisation des biocarburants, il faut espérer une prise de conscience des menaces graves que font peser les énergies fossiles en matière de risques environnementaux, ainsi que l'obligation de les remplacer puisque nous allons vers leur pénurie. Ces deux phénomènes doivent agir comme interrupteurs puis déclencheurs du respect de la nature et de la planète. C'est l'action politique qui en porte la responsabilité sociale et économique

Selon **Ulrich Beck** qui a écrit dans son livre «**La Société du risque**» (1986) : «*La société du risque recèle donc de nouvelles sources de conflits et de consensus. La nécessité de se prémunir du risque vient remplacer la nécessité de se prémunir de la pénurie.*». Il faut donc espérer une inversion des politiques sur le pétrole.

http://fr.wikipedia.org/wiki/Ulrich_Beck

Dans le cas d'une prise de conscience, l'activité humaine serait modifiée dans ses structures et dans son industrie quant aux techniques et aux énergies utilisées actuellement.

25 % d'alcool dans le carburant de nos voitures et quelques millions de voitures qui roulent à l'alcool pur comme au Brésil, 30 % esters méthyliques d'huiles végétales dans le diesel, cela serait en France une révolution culturelle, pour nous qui avons l'habitude de mettre l'alcool plutôt dans les estomacs.

&&&&&&&&&&&&&&&&

2- Les biocarburants consomment-ils plus d'énergie pour leur fabrication qu'ils en fournissent ?

Les scientifiques comme le public s'interrogent sur l'intérêt écologique des biocarburants.

Fin janvier 2008, le **Ministère de l'Écologie** organise un séminaire sur les « Agro carburants et le développement durable. » « Cinquante chercheurs et experts y participent.

Jean Christophe Bureau, Directeur de l'Unité Mixte de Recherche en Économie publique à l'**INRA** constate que :

- **les études d'écobilan présentent des écarts gigantesques dans le monde. Sur trente études on va ainsi d'un gain de onze unités d'énergie produites pour une consommée**

dans la chaîne de production des Agros carburants (de première génération), à une perte de seize unités !

En avril 2008, Armand Legay contacte M. Jean Christophe Bureau par courriel.

Il lui pose la question : quelles sont les controverses sur les études sur les biocarburants ?

M. Jean Christophe Bureau lui répond :

« Les controverses sont assez simples: c'est un sujet où il n'y a personne de neutre. Chaque information, chaque chiffre ont une source qui n'est pas neutre: pour simplifier, soit lobby agricole, soit lobby pétrolier. Là dedans la recherche est soit totalement "mandatée", soit s'autocensure (ce qui est le cas de l'INRA) car les chercheurs même publics ne peuvent pas trop se griller sous peine de se voir priver de toute l'information technique qui leur est indispensable pour pouvoir travailler. Ajoutez à cela que les administrations sont quand même extrêmement proches des lobbies dans les deux cas (ex-ministère de l'industrie qui avait une direction à peu près calquée sur le besoin de subventionner Rhône Poulenc et Elf aquitaine... il en reste une grande culture et aussi une grande proximité avec l'industrie) et un ministère de l'agriculture qui est grosso modo une filiale de l'autre lobby (ce qui serait un scandale national dans n'importe quelle démocratie du nord de l'Europe). Alors là dedans, les écobilans ! au mieux on peut espérer pour la démocratie qu'il s'instaure une certaine dialectique et que entre groupes de pression, administrations corrompues (ou en tout cas capturées) et chercheurs désabusés il y ait un équilibre des forces qui nous mette à peu près au centre. Mais il y a fort à parier que cela se fera quand même au détriment de ceux qui sont peu représentés dans ces forces, soit le contribuable, le consommateur, et surtout l'environnement. »

Pourtant le bilan **Euro observer de 2010**, prévoit que les biocarburants devront permettre de réduire les émissions de gaz à effets de serre de 35 % par rapport aux énergies fossiles dans un premier temps, puis de 50 % en 2017, et de 60 % en 2018.

Conclusion de l'étude Ademe février 2010: Les biocarburants permettent des réductions de consommation d'énergie non renouvelable du puit à la roue pouvant aller de 52% pour les filières éthanol en incorporation directe à 65% en moyenne pour les filières oléagineuses, cela par rapport à l'essence et au Diesel fossiles. Ces réductions peuvent même dépasser les 80% pour les filières valorisant des déchets, pour l'huile végétale pure et pour l'éthanol de canne à sucre.

Nota : La première étude de l'ADEME de 2002 ayant été critiqué par des ONG (et notamment M. Patrick Sadone) elle a entièrement été reprise pour en vérifier les chiffres. A la suite des travaux de consolidation, qui ont fait consensus, l'étude Ademe, sur le bilan écologique des biocarburants a été publié en février 2010 et est maintenant largement admise.

&&&&&&&&&&&&&&&&&

3- Les biocarburants coûtent-ils cher au consommateur ?

Le prix à la pompe



La seule satisfaction pour le consommateur est le prix de l'éthanol E85 qui va de 0,85 cts d'€ à 1 € selon les stations. Les plus chères sont les stations des pétroliers Total et de la Cie italienne Agip. (Site ethanol-e85.fr)

Toutefois, dans le rapport de la cour des comptes de janvier 2012, la filière des biocarburants, fortement critiquée.

Il y aurait rente de situation pour les uns, surconsommation à la pompe pour les autres, et bienfaits pour l'environnement de moins en moins probants... ????

Qu'en est-il vraiment ?

Si la France produit aujourd'hui 1,91 million de m³ de biodiesel et 1,25 million de m³ de bioéthanol », les investissements pour y parvenir ont été massifs :

- **1,5 milliards d'euros consacrés à la construction des deux filières**
- **mais 2,65 milliards d'euros de «dépense fiscale cumulée» opérée en leur faveur.**
- **Un pactole alimenté exclusivement par la «réduction significative» de la Taxe Intérieure sur la Consommation (TIC) dont bénéficient pour six ans les détenteurs de licences de production.**
- **La Cour des comptes pointe la «rente de situation» chiffré à 500 millions d'euros, retiré par Sofiprotéol, principal producteur national de biodiesel.**
- **Le dispositif reste très défavorable aux automobilistes. Les 2,65 milliards de baisse de TIC constatés entre 2005 et 2010 ont été «essentiellement supportés par les consommateurs», observe le rapport.**
- **Pour l'Etat dont les recettes «ont mécaniquement augmenté de 1 milliard d'euros pour le bioéthanol et de 0,5 milliard pour le diesel».**
- **Le surcoût pour les consommateurs s'élève à près de 3 milliards d'euros, sans compter le prix plus élevé des biocarburants à la pompe.**
- **La facture pour l'Etat, elle, «n'aura pas dépassé 820 millions d'euros sur 2005-2010».**
- **Au plan agricole, un aspect positif est l'objectif de mettre fin à la jachère et la filière diester qui a été «salutaire pour la betterave», en offrant un nouveau débouché à cette culture.**
- **L'Impact sur les filières d'élevage à travers les coproduits, comme les tourteaux de colza, est jugé «important». Le bilan énergétique de ce programme est considéré comme «positif», mais moins favorable que prévu, compte tenu de l'impossibilité d'augmenter rapidement les taux d'incorporation des biocarburants.**
- **Au plan environnemental : « En l'absence de certitudes sur la question de la concurrence entre cultures destinées aux biocarburants et à l'alimentation humaine ou animale», les auteurs du rapport recommandent par précaution, «l'arrêt des subventions soutenant la production de biocarburants».**



DIESTER

- **C'est ce que demandent l'IFP et les pétroliers. En effet, le lobbying pétrolier a toujours vu d'un mauvais œil les aides aux biocarburants lui qui fait tout pour maîtriser le mixe énergétique futur en intégrant l'ensemble des filières.**

L'avis du sociologue Armand Legay:

Pour autant, M. Armand Legay, pense que toutes ces aides ne doivent pas disparaître.

Elles ont contribué et contribuent à placer la France en peloton de tête en R & D dans le monde et en Europe sur les biocarburants.

Les recherches faites ont permis, par exemple, à un groupe coopérateur comme Tereos d'investir au Brésil et globalement de façon exponentielle. Il faut en espérer un retour d'investissement pour l'hexagone.

Les biocarburants de 1ère génération sont un tremplin technique vers la 2ème et 3ème génération.

&&&&&&&&&&&&&&&&

4- Les cultures énergétiques concurrencent-elles les cultures alimentaires et provoquent-elles une hausse des cours des matières premières agricoles ?

Il y a là une controverse voulue et manipulée par les opposants aux biocarburants.

C'est Jean Ziegler, professeur de sociologie à Genève et à Paris, rapporteur spécial de L'ONU pour le droit à l'alimentation en 2000, qui en 2007 dénonça avec vigueur les biocarburants, les accusant de provoquer les émeutes de la faim (*).

Dans une interview à l'Express-RFI d'avril 2008 **Jean Ziegler** dénonce :

- qu' « un homme sur 6 est déjà gravement sous-alimenté. Sur cette normalité affreuse se greffe aujourd'hui une crise aiguë. »
- Il y voit trois raisons: la transformation massive des aliments en biocarburants, la crise financière d'où une flambée spéculatrice et les dommages climatiques.

Selon **Alain Antil**, chercheur, responsable du programme Afrique subsaharienne à l'Institut français des relations internationales (IFRI) dans un article paru dans l'expansion le 6 juillet 2010, les mécanismes économiques et politiques, et non une quelconque fatalité climatique ou guerrière, expliquent les famines qui secouent l'Afrique. L'exemple du Sénégal est le symbole d'une faillite de la gouvernance. Il est importateur net de riz, alors que 60 % de la population active du pays travaille dans l'agriculture. En cause un marché de type oligopolistique tenu par quelques gros importateurs, qui ont tout à perdre de l'émergence d'une production de riz locale.

Or, il s'avère que l'on ne faisait pas à l'époque de ces émeutes de l'éthanol avec du riz.

(*) Selon Suisse info du 11 octobre 2007, Jean Ziegler critiquait autant le Brésil que les autres pays, Etats-Unis, Europe et demandait un moratoire de 5 ans sur les biocarburants. Ors en mars 2008, selon Rue 89, à l'ONU Jean Ziegler fait volte face sur la situation au Brésil : « La situation au Brésil est différente des autres producteurs de biocarburants parce que ce pays n'utilise pas d'aliments comme le maïs, mais la canne à sucre. » et de l'accuser, ce que ce dernier a démenti, de vouloir

concilier les bonnes grâces du Brésil à la veille de l'élection du comité d'experts où il a été élu, comme le suspecte un correspondant brésilien au Palais des Nations à Genève. Pour autant, nombres de publications et études sur la politique des bios fuels au Brésil insistent sur ses effets néfastes. Elle pousserait notamment les paysans évincés par la monoculture de la canne à sucre ou du soja à défricher la forêt pour planter de quoi vivre, sans parler des conditions de travail dans les plantations, dénoncés par Ziegler lui-même dans son rapport comme proches de l'esclavage.

Dire que les émeutes de la faim seraient de la faute aux biocarburants n'est pas si simple.

Selon Terre.net de mars 2011, « seules trois puissances agricoles ont une politique volontariste de développement des biocarburants : l'Union européenne, qui a fixé un objectif d'incorporation de 10 % de biocarburants, d'ici 2020, dans les carburants traditionnels ; les Etats-Unis, qui veulent quadrupler leur production d'ici 2022 et le Brésil, qui introduit déjà 20 à 25 % d'éthanol dans son essence. *« Ces objectifs restent modérés »*, selon **Bernard Bachelier, Directeur de la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (Farm)**. Surtout que la production de biocarburants n'occupe actuellement que 2 % des terres cultivables, la Fao prévoyant une part de 4 % d'ici 2050. « Accuser les biocarburants revient à se tromper de cible. Leur consommation augmente de façon progressive et programmée. Les biocarburants ne favorisent pas la volatilité des marchés, au contraire ils l'amortissent. »



L'avis du sociologue Armand Legay :

La hausse des cours des produits alimentaires a été causée essentiellement par une baisse des stocks mondiaux, une forte augmentation du coût de l'énergie et la spéculation. Toutes les grandes institutions internationales et nationales concernées comme le Conseil International des Céréales, l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO, Food and Agriculture Organization), l'USDA (US Department of Agriculture), ou la Banque Mondiale sont en effet d'accord pour affirmer que l'augmentation des prix du blé est d'abord due à la spéculation. Ainsi, en 2010, la récolte de blé a été vendue et achetée environ 25 fois d'après la FAO."

Même les agriculteurs sont tentés de spéculer sur le prix des céréales (ils jouent à la bourse), et engagent des contrats sur des récoltes qui ne sont pas encore semées, ni récoltées et en dépit du climat ; ils pensent ainsi gagner un revenu complémentaire.

&&&&&&&&&&&&&&&&

5- Les biocarburants sont-ils issus de l'agriculture intensive et donc néfastes pour l'environnement ?

D'après les filières du bioéthanol et du biodiesel, la production française de biocarburants s'appuie sur une grande variété de matières premières favorable à la rotation des cultures et à la biodiversité. Les céréales, betteraves et oléagineux, quels que soient leurs marchés, respectent les nombreuses

exigences environnementales de la Politique Agricole Commune. Ces exigences sont parmi les plus élevées au monde. De surcroît, les agriculteurs sont engagés depuis longtemps dans l'amélioration de leurs pratiques agronomiques. Ainsi, ils utilisent aujourd'hui 30% d'engrais azoté de moins qu'en 1990, par tonne de céréales ou de colza. De même, les quantités d'azote minéral apportées à la culture de la betterave ont diminué de près de 50% ces trente dernières années. Les agriculteurs recourent de plus en plus à de nouvelles technologies (images satellites, GPS, etc.) pour appliquer, au bon moment, la juste quantité d'intrants nécessaires à la plante. Ces facteurs de production sont indispensables pour que tout le potentiel de production des cultures s'exprime.

Pourtant d'autres sources comme l'agriculture écologique et l'écologie politique critiquent la filière des biocarburants et l'agriculture intensive.

Du côté des écologistes, un lanceur d'alertes comme **Claude Bourguinon, Docteur ès sciences, Fondateur du LAMS** (Laboratoire d'Analyse Microbiologique des Sols) crée en 1989 après sa démission de l'INRA pour la disparition de sa discipline, expert des sols auprès de l'UE, accuse l'agriculture intensive d'avoir fait disparaître depuis les années 1970 sur l'ensemble de l'Europe, environ 90% de l'activité biologique des sols cultivés.

Dans l'interview de 2006 qu'il donne au mensuel CQFD, il précise que :

- **Le sol est une matière vivante : sur trente centimètres d'épaisseur, il concentre 80 % des êtres vivants de la planète.**
- **Les vers de terre, à eux seuls, pèsent plus lourd que tous les autres animaux du monde réunis. Mais les sols abritent aussi des bactéries, des champignons et une myriade d'organismes qui se nourrissent de la matière organique.**
- **Or en Europe, le taux de matière organique du sol est passé de 4 % à 1,4 % en cinquante ans.**
- **Comme toute la vie du sol en dépend, l'écosystème s'écroule : la flore et la faune. Les populations d'oiseaux, de reptiles et de batraciens ont chuté de 90 % en un demi-siècle. »**

Pour autant, il pense que l'on n'a pas atteint un point de non-retour dans la démolition des sols et qu'« Il est possible de relancer la vie des sols en remettant de la matière organique. Mais ça demande de replanter des haies, de reboiser les zones sensibles, de gérer la matière organique des villes, etc. »

Concernant les agriculteurs biologiques, il constate « qu'ils ont des sols beaucoup plus actifs que ceux qui travaillent en conventionnel. » Mais il avertit :

- **attention : l'important, c'est de faire des produits de qualité, qui donnent du plaisir à manger.**
- **Certains produits bios sont mauvais parce que les paysans mettent trop d'engrais organiques, ce qui fait autant de mal au sol que trop d'engrais chimiques. La façon de gérer les sols est fondamentale.**

- **En bio, certains labourent trop profond, ils font les mêmes conneries que les agriculteurs conventionnels. L'important, c'est de chercher la qualité des produits.**

D'autres encore comme **Arthur Riedacker**, ancien directeur du laboratoire d'Économie et de Sociologie Rurale de l'Institut National de Recherche Agricole et ses étudiants ont travaillé en 2008 sur un outil informatique d'aide à la décision pour la prise en compte de l'ensemble des intrants et du rejet de la biomasse dans la production agricole dont les biocarburants. Cela, pour respecter cette biomasse comme la médecine respecte le métabolisme du corps humain.

Arthur Riedacker, co-Prix Nobel de la Paix pour sa contribution aux travaux du Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat auprès de l'ONU, a aidé M. Armand Legay dans l'élaboration de sa thèse. Sa position sur l'utilisation d'intrants chimiques à grande échelle, si elle peut détruire les sols, n'en reste pas moins nécessaire, pendant un temps, pour certaine partie du monde où la malnutrition et la faim font des ravages. Puis après, il faudra dans ces pays aller vers une agriculture plus respectueuse de l'environnement par la formation des populations à l'agriculture pour leur autosuffisance.

&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&&

6- Les biocarburants réduisent-ils la facture pétrolière et améliorent-ils l'indépendance énergétique de la France ?

Selon les filières des biocarburants, la réduction de la facture pétrolière due à la production de biocarburants est essentielle pour la France. Au total, les biocarburants produits en France ont représenté 2,3 millions de tonnes équivalent pétrole (TEP) en 2010. Cela représente un avantage pour la balance commerciale estimé à 1,6 milliard d'euros en 2011. Les biocarburants produits en France sont très majoritairement produits sur notre territoire, à partir de matières premières cultivées localement. En 2011, ils ont représenté environ 6,5% en énergie des carburants consommés en France, quand il était prévu d'en incorporer 7% pour 2010.



Ce retard permanent sur la mise en place des biocarburants est une des problématiques de la France. Sa production d'alcool carburant n'a pas été pérennisée avec ses expériences et acquis historiques dans le domaine de l'alcool carburant quand en 1939 nous produisons 4,792 Mhl d'alcool carburant soit environ 0,4 millions de tonnes, soit la moitié de la production de 2005, soit 9,1 Mhl.

L'une des raisons est l'orientation après 1945 vers des énergies économiquement plus faciles comme le pétrole et le nucléaire permettant une indépendance énergétique et plus stable sociologiquement que la fabrication d'alcool ou d'huile végétale. Au lendemain de la guerre, différents décrets supprimèrent la construction de nouvelles distilleries, dans le même temps, d'autres permirent l'investissement dans la recherche de pétrole. Le développement de ces énergies renouvelables, aurait pu être fait distinctement. C'est ce retard, qui favorisa en janvier 2005 un plan biocarburant voulant aller plus loin que les directives européennes.

Ce retard récurrent à propos des biocarburants donne lieu à une accélération après la déclaration du Président de la République en août 2004, de soutenir un plan biocarburants qui prend effet en janvier 2005. Ce plan propose à l'agriculture française de s'inscrire au minimum dans les directives européennes pour parvenir en 2010 à un mélange de 5, 75 % de biocarburants dans l'essence ou le gasoil. Ce plan gouvernemental fait suite au rapport sur la situation en France des biocarburants faite par une commission de l'AN présidée par le député M. **Alain Marleix** de mai 2004.

Avec ce plan gouvernemental biocarburant à partir de janvier 2007, 600 pompes E85 (85% éthanol, 15 % essence) devaient être installées dans l'hexagone, dont 40 %, soit 240, par Total Elfina. Dans, le même temps la production d'alcool augmente.

Aujourd'hui, il n'y a que 320 stations qui délivrent l'E85 et seulement 40 stations par Total, avec un prix souvent plus cher et souvent en rupture ou non alimenté.

(*) Rapport d'information déposé par la commission des finances, de l'économie générale et du plan, enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 26 mai 2004.

Pourtant, une Charte pour le développement de la filière Superéthanol E 85 a été signée le 13 novembre 2006 sous l'égide du **Premier Ministre Villepin**. Par leurs signatures, les distributeurs de carburants (la grande distribution et les pétroliers), les constructeurs d'automobile (PSA Peugeot Citroën, Renault, Ford, Saab, Volvo), les producteurs d'éthanol (CGB, AGPB, AGPM) et l'État se sont engagés à assurer le lancement en 2007 et le développement en France de la filière Superéthanol E 85.

Cette charte n'a pas été respectée. Cela est dû principalement au lobby pétrolier qui ne veut pas le développement de filières distinctes mais de filières intégrés à leur industrie. Les recherches de Total vont dans ce sens avec la filière hydrogène, la valorisation énergétique de la biomasse, les biocarburants de 1^{er}, 2^{ème} et troisième génération. Mais non seulement, c'est sur tout le mixe énergétique que s'intéresse Total.

Sur les bios raffineries aussi, par exemple Total est en association avec la société Velocys, filiale de l'institut Battelle aux USA qui fait des recherches pour améliorer la liquéfaction de la biomasse par le procédé **Fischer-Tropsch**. Ce projet est mené en collaboration avec le Centre National Automobile (NAC) de l'armée américaine. Le but est de créer de petites bios raffineries modulables, démontables qui suivraient les corps d'armées terrestres et se nourriraient de matières premières trouvées sur place (déchets alimentaire du corps d'armée, déchets urbains, biomasse trouvée sur place)

L'avis du sociologue Armand Legay:

Il est à craindre que si les agriculteurs et leurs dirigeants économiques, syndicaux, les politiques ne prennent pas des mesures coercitives, l'ensemble des travailleurs de la terre (agro industries comprises) ne soient que les producteurs de matières premières issues de la biomasse au service de l'oligarchie pétrolière. Cela est valable autant pour notre pays que pour les autres globalement. Ainsi nous ne réduirons qu'insuffisamment la facture pétrolière et notre indépendance énergétique. Si rien

n'est fait l'agriculture et nos sociétés risquent d'être absorbées par l'économie globale. C'est l'énergie qui fait l'argent et non pas l'inverse.

Sofiprotéol, créée en 1983 en est un exemple qui montre que la filière huile pourrait être livrée à cette économie. Les pétroliers ne verraient pas d'un mauvais œil d'intégrer ce groupe, qui a un chiffre d'affaire de 5,6 milliards d'euros en 2010 ? à leur industrie.

Ce qu'il serait souhaitable, serait d'entrer dans une économie plus positive et coopérative à terme, tout simplement du fait que chacun, dirigeants et individus, vit dans une communauté de destin national et planétaire. Dans ces partenariats techno-industriels et agro-industriels, on retrouve trois fonctions qui correspondent à l'État Souverain, aux producteurs d'énergie et de véhicules et aux distributeurs qui convergent avec cet État pour alimenter ou provoquer les besoins des consommateurs.

En quelque sorte, dans ces trois fonctions, un nouveau symbolisme d'éducation écologique pourrait apparaître, car nous sommes dans l'obligation de préserver l'écosystème en le laissant vivre quelque peu et nous nous devons de vivre en symbiose avec celui-ci, plutôt que de vouloir le contrôler et être menacé de disparaître. C'est dans ce sens que se sont dégagées les notions de développement durable dont l'histoire est inscrite dans la prévention santé et la nature de l'homme.

Et si la solution était de considérer la planète comme un être vivant (quelle n'est pas) pour son respect ?

Les trois fonctions symboliques du Développement Durable

A. Colonne environnementale :

Cette colonne vise à préserver, améliorer et valoriser les pays, les territoires choisis à partir des entités économiques existantes ou à créer. Un accent est mis sur l'environnement au sens large, allant des espaces urbains aux espaces ruraux et leurs ressources, des sources d'emplois futurs dans l'exploitation de la biomasse. Cette efficacité environnementale, rentable dans le cadre du raffinage des énergies fossiles et de la biomasse, devrait l'être dans le respect de la nature et de son écologie aussi en termes d'agriculture et d'aménagement du territoire.

B. Colonne économique :

Développement d'objectifs de croissance et d'efficacité des d'entités économiques du territoire ou du pays sur lequel sont prévues les actions environnementales. Cela suppose la prise en compte du développement durable à long terme par les entreprises et de son impact sur celle-ci. L'éthique des affaires est à revoir (corruption, entente, abus de position)

C. Colonne sociale :

Cette colonne vise non seulement à satisfaire les besoins humains et à répondre à des objectifs d'équité et de cohésion sociale, mais aussi, à accompagner les changements comportementaux qui sont déjà effectifs dans les économies. Ce pilier englobe notamment les questions de santé, de logement, de consommation, d'éducation, d'emploi et de culture.

Esitpa, à Mont St Aignan, le 5 juin 2012

